

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert n°005/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du 15 MARS 2026 Pour l'acquisition du matériel de bureau pour les services centraux et déconcentrés du Ministère de la Communication.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de L'amélioration des conditions de travail de son personnel dans les services centraux et déconcentrés de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert pour l'acquisition du matériel de bureau pour les services centraux et déconcentrés du Ministère de la Communication, exercice 2025.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent le matériel de bureau ci-après ;

- Réfrigérateurs de bureau ;
- Téléviseurs numériques ;
- Régulateurs de tension ;
- Multiprises ;
- Appareil photo et accessoires ;
- Dictaphone numérique.

3. Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres comporte 01 seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Cinquante millions (50 000 000) FCFA TTC.

5. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours soit trois (03) mois à livrer au Ministère de la Communication. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer de la prestation.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les groupements d'entreprises et entreprises de droit camerounais ayant de la compétence en matière fourniture de matériel de bureau et disposant d'un agrément.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le BIP MINCOM, exercice 2026, ligne d'imputation budgétaire n°60 17 202 1 33000001 524118.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à sept cent cinquante mille (750 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des

Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **soixante-dix mille (70 000) Francs CFA**, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **vendredi 24 avril 2026 à 12 Heures**.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du RELATIF
À L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX ET
DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

NB : Conformément à la Circulaire N°000002 du 19 février 2026, rappelant certaines dispositions relatives à la dématérialisation des marchés publics, les conditions d'utilisation de la copie de sauvegarde sont les suivantes :

- L'offre transmise par voie électronique a été reçue mais n'a pas pu être ouverte ;
- L'offre transmise par voie électronique a été reçue mais un programme malveillant la rendant inexploitable y est détecté ; la trace du programme malveillant est alors conservée.

En tout état de cause, la Commission ne peut procéder à l'ouverture de la copie de sauvegarde d'une offre sans présentation préalable de la preuve du dépôt en ligne, à la diligence du Maître d'ouvrage, du Maître d'ouvrage Délégué et de l'Autorité Contractante.

Taille et format des fichiers

En ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission, le récépissé de la CDEC et la quittance d'achat des frais de DAO devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés du Ministère de la Communication, services centraux à Yaoundé, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, au plus tard le vendredi 24 avril 2026 à 12 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du RELATIF À
L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION »**

Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposé sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- La non-présentation de la copie de sauvegarde des offres.
- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire (copie de sauvegarde) ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt (copie de sauvegarde) ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres (copie de sauvegarde).

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **vendredi 24 avril 2026 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Non satisfaction d'une spécification technique majeure identifiée par le symbole (*) ;
- Non satisfaction à 80% aux spécifications techniques non majeures de chaque équipement ;
- Absence de prospectus, ou fiche technique en couleurs d'au moins un matériel ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;

- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.3. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- la capacité financière délivrée par une banque, au moins vingt-cinq millions (25 000 000) F CFA ;
- Le Délai de livraison ;
- Le service après-vente :
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de vente de pièces de rechange au Cameroun ;
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de stockage ;
 - ✓ La garantie du matériel proposé.

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Services des marchés publics ; BP :001 téléphone : 222231351 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le **16 MARS 2026**
Ministre de la communication,

Copies:

- MINMAP/Autorité des Marchés Publics
- ARMP
- Président CIPM concerné
- Affichage chrono



René Emmanuel Fadi

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

National Open Invitation to Tender N°005/AONO/MINCOM/CIPM/2026 of 5 MARS 2026 To supply computer equipment for the central and devolved services of the Ministry of Communication.

1. Purpose of the Tender

As part of the improvement of the working conditions of the staff in the central and devolved services of his Ministry, the Minister of Communication, Project Owner, hereby launches a National Open Invitation to Tender for the supply of office equipment for central and devolved services of the Ministry of Communication, for the 2025 financial year.

2. Consistency of the Work

The services covered by this Invitation to Tender include the following office equipment;

- Office refrigerators;
- Digital TV sets;
- Voltage regulators;
- Multi-sockets;
- Cameras and accessories;
- Digital dictation device

3. Stages/Allotment

This Invitation to Tender consists of a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is CFAF 50,000,000 (fifty million) all taxes included.

5. Estimated Deadline(s) and Place(s) of Delivery

The maximum deadline provided by the Project Owner for the delivery of the equipment, subject of this Invitation to Tender, is **90 (ninety) days or 03 (three) months** to be delivered to the Ministry of Communication. This period runs from the date of notification of the Service Order to begin work.

6. Participation

Participation in this Invitation to Tender is open to all groups of companies and businesses under Cameroonian law with expertise in the supply of office equipment and holder of the necessary authorization.

7. Financing

The services covered by this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget (BIP) of the Ministry of Communication, 2026 Financial Year, Budget Head N°60 17 202 1 33000001 524118.

8. Submission Method

The submission method for this consultation shall be **online**.

9. Bid Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped, manually-paid bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public works, the list of which appears in document 14 of the DAO. The amount of the bond is **CFAF 750,000 (seven hundred and fifty thousand)**, valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids.

The absence or non-compliance of the bid bond issued by a first-class bank or a financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts shall result in the outright rejection of the bid.

Any bid not compliant with the requirements of this invitation to tender and the tender file shall be considered absent.

A bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

NB: The said bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with Circular letter N°000019/LC/MINMAP of 5 June 2024. In case the CDEC receipt is absent when the bids are opened, the bid shall be out rightly rejected.

10. Consultation of the Tender File

The physical file can be consulted free of charge in the MO/MOD services during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, PB: 001 Yaoundé, telephone: 222231351, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the website of the ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The physical copy of the Tender file can be obtained from the **Department of General Affairs, Public Contracts Service, P.O. Box: 001 Yaoundé, telephone: 222231351**, upon publication of this notice, against the payment of a non-refundable sum of **70,000 (seventy thousands) CFA Francs**, payable to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading free of charge at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditioned upon the payment of the tender file purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid shall be written in French or English and must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than **Friday 24th April 2026, at 12 noon**.

A backup copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the following:

**"NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER N°005/AONO/MINCOM/CIPM/2026 of..... TO SUPPLY OFFICE EQUIPMENT FOR THE CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION
"To be opened only during the bid-opening session."**

NB: In accordance with Circular N°000002 of 19 February 2026, reiterating certain provisions relating to the dematerialisation of public contracts, the conditions of use of the backup copy are as follows:

- The bid was sent electronically and received, but could not be opened;
- The bid was sent electronically and has been received, but malicious software rendering it unusable has been detected; evidence of the malicious software is then retained.

In any event, the Commission may not open the backup copy of a tender without prior presentation of proof of online submission, at the request of the Project Owner, the Delegated Project Owner and the Contracting Authority.

File size and format

Online, the maximum sizes of documents that will pass through the platform and that constitute the tenderer's bid consists of the following:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 15 MB for the Financial Offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to present backup copies will result in the outright rejection of the bid of the candidate concerned.

NB: The physical original copy of the bid bond, the receipt from CDEC and the receipt for the purchase of the tender file costs must be sent in a sealed envelope to the Public Contracts Service of the Ministry of Communication, central services in Yaoundé, P.O. 001 Yaoundé, and telephone: 222231351, no later than Friday 24th April 2026, at 12 noon, local time and marked as follows:

"NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER N°005/AONO/MINCOM/CIPM/2026 of..... TO SUPPLY OFFICE EQUIPMENT FOR THE CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION"

These originals shall only be accepted if the tenderer has included them in his tender submitted on the COLEPS online tender platform, or saved on the digital backup copy, in the event where the platform is not operational.

13. Submission of Bids

The administrative file, the technical offer and the financial offer should be put in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following shall be considered inadmissible by the Project Owner:

- Failure to provide a backup copy of the bids.
- Bids indicating the identity of the bidder (backup copy);
- Bids received after the deadline dates and times (backup copy);
- Bids which do not comply with the submission method;
- Envelopes without an indication of the identity of the bidder (backup copy).

Any bid that is incomplete pursuant to the provisions relating to the Tender Documents will be declared inadmissible. Particularly, the absence or non-compliance of the bid bond issued by first-class financial body or institution approved by the Minister of Finances to issue bonds in the field of public contracts, or non-compliance with the models of the documents in the Tenders Files, shall result in the outright rejection of the bid without any appeal.

14. Opening of the Bids

Tenders will be opened at once on **Friday 24th April 2026 at 1p.m.** by the Ministry of Communication's Internal Contract Award Committee in the conference room of the Ministry of Communication on the 1st floor of the main building housing its offices in Yaoundé.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person.

A duly authorised person of their choice, even in the case of a consortium of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

15. Assessment Criteria

15.1. Eliminary Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

This includes notably:

- the absence or non-conformity of the bid bond and the CDEC receipt upon opening of the bids;
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, any document in the administrative file that is deemed non-compliant or missing at the time of the opening of , bids (except for the bid bond);
- false statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Failure to meet a major technical specification identified by the (*) symbol;
- Failure to meet 80% of the non-major technical specifications of each piece of equipment;
- Absence of brochure or colour technical sheet for at least one material;
- the absence of a declaration on honour of non-abandonment of construction sites over the last three years;
- failure to comply with the file format for bids;
- the absence of a backup copy for online submissions, in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- the absence of a quantified unit price in the financial bid;

- the absence or non-conformity of an element of the financial bid (bid, BPU, DQE, SDP);
- the absence of a dated and signed integrity charter;
- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- failure to meet at least 80% of the essential criteria;
- failure to provide evidence of acceptance of the contract conditions.

15.2. Essential Criteria

The basic requirements for the qualification of bids shall include:

- general presentation of bids;
- the bidder's references (at least three (03) signed and registered contracts over the last three (03) years, accompanied by acceptance certificates);
- financial capacity issued by a bank, at least 25,000,000 (twenty-five million) CFA francs;
- delivery time;
- after-sales service:
 - ✓ The availability of a spare parts sales store in Cameroon;
 - ✓ The availability of a storage facility;
 - ✓ The guarantee of the equipment offered.

NB: The rating system for the bids shall be binary (yes or no)

16. Award of the Contract

The Project Owner shall award the contract to the tenderer having submitted a bid that complies with the Tender File, meets the technical and financial capacity required to perform the work satisfactorily and whose bid has been evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

Any decision to award a public contract by the Project Owner shall be included, with an indication of price and deadline, in the public contracts journal published by the body responsible for regulating public contracts or in any other authorised publication, in particular in COLEPS.

17. Maximum Number of Lots

This call for tender comprises a single lot.

18. Period of Validity of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Additional Information

Additional information can be obtained during working hours from the **Department of General Affairs, Public Contracts Service of the Ministry of Communication**; P.O. Box: 001 telephone: 222231351 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other means of communication stated by the Project Owner.

20. Fight against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) through the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP/Public Contracts Authority
- ARMP
- President of CIPM concerned
- Archive display

Yaoundé on 15 MARS 2026
 Minister of Communication,

 René Emmanuel Tadi